

Saga

A l'Elysée, le dernier carré des fidèles d'Emmanuel Macron

Article réservé aux abonnés

Ils sont nombreux à avoir quitté le Château et son chef, fragilisé par la dissolution. Et puis il y a ceux qui restent, envers et contre tout : ses forces spéciales et ses communicants. Pourquoi ? Ils se sont confiés à «Libération».

par [Sophie des Déserts](#)

publié aujourd'hui à 20h47

Écouter cet article

Powered by Podle

00:00

00:00

1x

Toujours, cette propension à se mettre au centre de tout. C'est inexpiable, malgré l'approche de la cinquantaine, le triste emballement de l'histoire, et cette dissolution qui l'a mené au bord du gouffre. «*J'ai besoin de vous*», griffonne Emmanuel Macron le 5 mars, alors qu'il peaufine [son discours sur le basculement du monde](#), la menace russe, le désengagement trumpien nécessitant de renforcer le soutien à l'Ukraine et la défense européenne. Ses conseillers suggèrent de dire plutôt : «*La patrie a besoin de vous*.» Ce «*je*» serait mal perçu à l'antenne, vu comme une ultime poussée d'égotisme. Eux savent combien il est existentiel. Le Président bataille pour la France, comme il le martèle, et pour lui-même, contre cette «*petite mort*» programmée d'ici la fin de son quinquennat. C'est obsessionnel, comme dans la chanson de Reggiani, *le Temps qui reste*.

Ses fidèles composent. A l'Elysée, ils ne sont plus très nombreux à bien le connaître, moins d'une vingtaine, engagés le plus souvent à sa communication, à sa protection. La plupart ont accepté de se confier à *Libération* dans leur bureau, ou dans les cafés alentour, anonymat souvent requis pour une parole plus libre. Eux ne sont pas de ces nombreux déçus, essorés, perdus dans l'usure du pouvoir, la guerre des clans, la gestion darwinienne du Président. Ils n'ont pas claqué la porte après [la dissolution](#), en lâchant comme leurs ex-camarades : «*Quelle maison de fous*» ou «*c'est Amityville*», ce classique du cinéma d'horreur.

Ils sont restés par conviction, parfois par calcul, par obligation. Les plus jeunes serrent les rangs, fleur au fusil, les autres, plus graves. «*On ne déserte pas le navire dans une telle période*», notent-ils, «*il faut aller au bout de la mission*».

Tous évoquent évidemment leur attachement au Président, égrènent ce qu'ils lui doivent, ses qualités «exceptionnelles» : «*La vista*», «*l'intelligence*», «*l'énergie digne d'un Obélix tombé dans une potion magique*». Certains, partisans de «*l'amour lucide*», évoquent aussi la dureté, la paranoïa, l'insondabilité.

Ils racontent, en creux, Macron après la dissolution, l'abattement, ces mois où il tournait «*comme un lion en cage*». Et ce soulagement de l'avoir vu se relever après les élections américaines, et bombarder ses habituels SMS : «*Feu*», «*on avance*», «*Arcole, c'est maintenant, sabre au clair*». Un conseiller a lâché dans les grilles de l'Elysée : «*Incroyable, Trump l'a sauvé*». Raccourci maladroit, évidemment, il s'est repris. Tous parlent de ce sentiment qui traverse aujourd'hui des millions de Français : «*Dans la nouvelle fournaise mondiale, entre Trump et Poutine, heureusement qu'on a ce président.*»

«Fou comme le pouvoir l'a transformé»

Ils forment, au moins en apparence, un bataillon soudé. En première ligne, Bruno Roger-Petit, dit «BRP», l'ex-journaliste de *Challenges*, cultivé, manœuvrier, très introduit dans la sphère Bolloré, honni des «marcheurs» et chéri par Brigitte Macron, donné dix fois partant, à tort. «*On me présente souvent comme celui qui éteindra la lumière*», savoure-t-il. Le conseiller mémoire fait désormais partie des doyens, avec l'assistante de Macron depuis Bercy, Valérie Brilland Lelonge, l'efficace quinquagénaire qui dirige son secrétariat particulier, œil de lynx, bouche cousue.

Subsistent aussi, depuis 2017, les fabricants de l'image de Macron, sa photographe, Soazig de la Moissonnière, et Arnaud Jolens, son metteur en scène depuis le premier meeting d'En marche, à Amiens. «*Je n'en ferai pas un président, il n'a pas l'âge de Mitterrand*», observait-il alors, et aujourd'hui : «*Fou comme le pouvoir l'a transformé. Macron a gagné en densité, physiquement, moralement.*» Il l'a filmé, Jupiter au Louvre, bravache lors de l'affaire Benalla, martial durant le Covid, dans toutes les cérémonies grandioses à Versailles, en Normandie, à Notre-Dame... «*J'ai tout vécu. Et j'irai jusqu'au bout.*»



Bruno Roger-Petit, conseiller mémoire d'Emmanuel Macron, au Mémorial de la Shoah, à Paris, le 27 janvier 2025. (Thibault Camus/AFP)

Idem pour les anges gardiens de Macron, ses quelques officiers de sécurité en poste depuis le début. Et pour son sherpa de l'ombre, Paul Soler, ancien combattant des forces spéciales, recruté pour ses analyses de terrain pendant la campagne de 2017, qu'il a fait diplomate, et envoie partout, sous les radars, de la Libye à l'Ukraine, de Doha à Abou Dhabi et Washington. Mon job, indique-t-il généralement à ceux qu'ils croisent : «*Eviter que le Président ne se fasse bullshitter par le Quai d'Orsay.*» C'est un as du renseignement militaire, rompu aux missions secrètes. «*Le masque de fer*», frémit un conseiller élyséen, recommandant de «*s'en tenir éloigné*».

Autre indispensable du Président, son premier aide de camp, Yannick Desbois, ce colonel qui a d'abord porté la valise contenant son téléphone crypté et les codes nucléaires, avant d'être nommé à un poste autrement sensible : la direction générale des services, en charge du fonctionnement et du budget de l'Elysée. Après avoir inauguré son règne en humiliant – au point de provoquer sa démission – le général Pierre de Villiers, sourd à ses multiples tentatives de rabibochage, Macron, n'a cessé de s'appuyer sur les militaires. Il loue leur loyauté, et leur endurance.

Ses compagnons de route, eux, ont déserté : les mormons qui l'ont porté au pouvoir, puis les rocs qui l'ont aidé à l'exercer, tels Patrick Strzoda, son directeur de cabinet, jusqu'en décembre 2023 (remplacé par le préfet Patrice

Faure, lui aussi ancien des forces spéciales), puis son secrétaire général, Alexis Kohler. Il était, depuis Bercy, le double de Macron, celui qui a déroulé le programme, tout vissé à l’Elysée, tout enduré, ultra-puissant puis désarmé après la dissolution. Certains l’ont alors vu pester contre son «*Emmanuel*», dire : «*Avec l’autre fou furieux aux manettes, je suis obligé de rester*», puis se radoucir, promettre comme toujours de «*ranger la maison*», au moins jusqu’au vote du budget. Il a fait ses adieux début avril, ovationné par tous, – hormis BRP dont il a souhaité maintes fois la démission – avant de rejoindre, en juin, son nouveau poste de directeur général adjoint de la Société générale, avec un salaire dix fois supérieur. Constat unanime : «*Le départ d’Alexis est un coup dur pour Macron.*»

Emmanuel Bonne, le presque parti

Il s’en est fallu de peu pour qu’un autre fidèle parte : Emmanuel Bonne, ambassadeur au Liban, tôt engagé dans sa campagne, nommé en 2019 à la tête de sa cellule diplomatique. Sa vraie fausse démission a fait le tour du microcosme parisien et des chancelleries européennes. C’était le 9 janvier à l’aéroport du Bourget, dans l’avion présidentiel en partance pour Londres, pour une rencontre avec Keir Starmer, le Premier ministre britannique. Emmanuel Bonne venait d’apprendre, par son homologue anglais, qu’un autre avait été missionné pour discuter de la stratégie sur l’Ukraine : Fabien Mandon, le chef d’état-major particulier du Président, également ceinturé dans le Falcon. Un pilote de l’armée de l’air, ex-directeur de cabinet de Sébastien Lecornu, le ministre le plus proche de Macron. «*Dans une démocratie, les militaires ne font pas de politique*», s’est emporté Bonne, selon des témoins de la scène. Il a explosé, las d’être court-circuité, lui qui accompagne, en phase ou pas, tous les coups diplomatiques du Président – jusqu’ici peu conclusifs. Tant de nuits blanches, d’adrénaline, de pression au point d’avoir, en 2020 un AVC ; tant de couleuvres avalées et d’intermédiaires imposés, dont Paul Soler, qui lui est théoriquement rattaché. Cette fois, ras le bol. Le diplomate est sorti de l’avion, fumant sur le tarmac, rejoignant illico Paris, quittant les boucles de discussion, envoyant un mail de démission au Quai d’Orsay. Macron l’a prié de renoncer à sa décision.



Emmanuel Bonne, conseiller diplomatique de la présidence, à l'Elysée le 23 octobre 2024. (Amaury Cornu/Hans Lucas)

«J'ai décidé de rester, c'est tout», élude Bonne, début avril, dans son joli bureau d'angle, rue de l'Elysée, posant sa ligne, celle des moines soumis au divin : «*Perinde ac cadaver*» (à la manière d'un cadavre). Ces derniers jours, il est allé à Alger rencontrer le président Tebboune pour réinstaurer un dialogue – vite rompu. Il s'est envolé en Egypte, où Macron a lancé un appel à la reconnaissance de l'Etat palestinien. Il a reçu avec lui Steve Witkoff, le vieux copain de Trump, partenaire de business et de golf, chargé des dossiers brûlants : l'Ukraine, le Moyen-Orient, l'Iran. *«Je travaille pour un président dans un contexte où tout est urgent,* constate Bonne. *Et quoi qu'en disent les commentateurs, Macron fait bien, il a redonné de la confiance au pays, tôt porté la souveraineté européenne dont personne ne parlait. C'est un visionnaire.»*

Macron a visiblement su redoper son diplomate. A-t-il, comme avec d'autres fait vibrer le tragique de l'histoire – «*l'aventure, c'est l'aventure*» –, rappelé la vie morne au-dehors – «*Tu vas te faire chier*» ? Bonne, sourire contenu : «*Je ne vous dirai rien, cela nous appartient.*»

Les faux apprentis sorciers de la dissolution

D'autres confient avoir été coincés par le regard bleu acier du Président, après la dissolution, sur le thème : «Feras-tu le reste du chemin avec moi ?» Crainte d'une hémorragie à l'Elysée. «*Il fallait voir la cour s'éclaircir, le vide qui s'est*

formé autour de lui, se souvient l'un d'eux. Comme si Macron était radioactif.» Tous l'ont alors vu se fermer, teint blême, mandibule raide, ses ongles encore plus rongés que d'ordinaire. Il a défendu sa folle décision, ayant mené le RN aux portes du pouvoir, arguant mordicus qu'il fallait clarifier, en finir avec le bazar des derniers mois à l'Assemblée. «*Le but, c'était de mettre un nouveau coup de pied dans le système*», insiste un fidèle, comme s'il en redemandait. Et Bruno Roger-Petit, solennel : «*Le Président a enduré la plus grande épreuve de sa vie publique. Il a décidé, et assumé.*» Mais il a détesté l'article du *Monde* le disant influencé par ses mousquetaires, BRP, Pierre Charon, Clément Léonarduzzi, le vice-président de Publicis, qui fut son communicant, resté proche, et son remplaçant Jonathan Guémas. «*Se voir dépeint entre les mains de marionnettistes l'a rendu furax*, rappelle-t-on à l'Elysée. Tous sont formels : l'idée de dissoudre flottait dans les réunions dès 2022, réactivée chaudement à l'approche des européennes.



Le conseiller spécial en communication de l'Elysée, Jonathan Guémas, à la sortie du Conseil des ministres, le 27 novembre 2024. (Andrea Savorani Neri/NurPhoto. AFP)

Aucun ne s'y est opposé, même si quelques militaires peignent un président dupé par des sondages erronés. Sébastien Lecornu, lui, se souvient avoir demandé ce 9 juin, avant l'annonce de la dissolution, si elle avait été pensée, préparée par le parti : «*Je sens le silence, je dis au Président "les Français ne vont pas comprendre, on va être sanctionnés dans les urnes, en sortir collectivement plus faibles". Au moins c'est dit, telle est ma conception de l'affection et de la*

fidélité.» Macron a apprécié. Mais il a honni ceux qui l'ont publiquement lâché, colère maximale contre Gabriel Attal, dont il regrette ouvertement, depuis lors, la nomination à Matignon. «*Quelle ingratITUDE*», ruminait-il aussi contre ces marcheurs sonnés, qui dégoisaient : «*Je les ai faits, et ils se sont si bien servis.*» Il a alors soupesé les vrais fidèles, ceux qui veulent le protéger – y compris de lui-même –, les hommes en uniforme et les autres, à l'intérieur de l'Elysée, et aussi en dehors. Son adoré Thierry Solère, l'ex-député multi-mis en examen, fin tacticien, jadis chargé de dynamiter la droite, fut alors missionné, entre autres pour sonder Marine Le Pen et son entourage. «*Il faut se battre, reprendre les gants*», suffoquait le Président.

L'Elysée, ce mouroir

Il est apparu quasi fantomatique, au sommet de l'Otan, à Washington, mi-juillet. A l'étranger, la presse pointait son affaiblissement. En France, elle cherchait les raisons de cette dissolution insensée, interrogeant ses proches, sa vie privée, sa psyché. «*Emmanuel a tout fichu en l'air*», disait en petit comité Brigitte Macron. Ou, à la fin d'une sortie en ville réconfortante : «*L'Elysée est un mouroir, je vais encore attendre mon mari...*» Elle s'est réfugiée dans leur appartement privé, un sanctuaire interdit aux conseillers. Puis la première dame s'est mise à recevoir, donner de somptueux dîners, qui ont fait jaser le personnel en interne : «*C'était ambiance fin de règne, Marie-Antoinette et sa cour.*» Le Président, lui, restait sourd au verdict du peuple, aux appels de la gauche, à ceux qui, à l'Elysée recommandaient plus de prudence, de modération dans les dépenses, les projets de réceptions, de voyages, le budget 2023 ayant déjà dérapé. Macron cherchait désespérément de l'air, comment se réinventer. «*On avait eu, pendant sept ans, tout en main, et là, plus de pouvoir, extinction des projecteurs*», se souvient-on au palais. Le chef de l'Etat a consulté des constitutionnalistes, textoté jour et nuit, des noms de premier-ministrables, des scénarios salvateurs. «*Comment rebondir ?*» écrivait-il à des fidèles. Et, en parlant des Français : «*Je vais les retourner un à un.*»

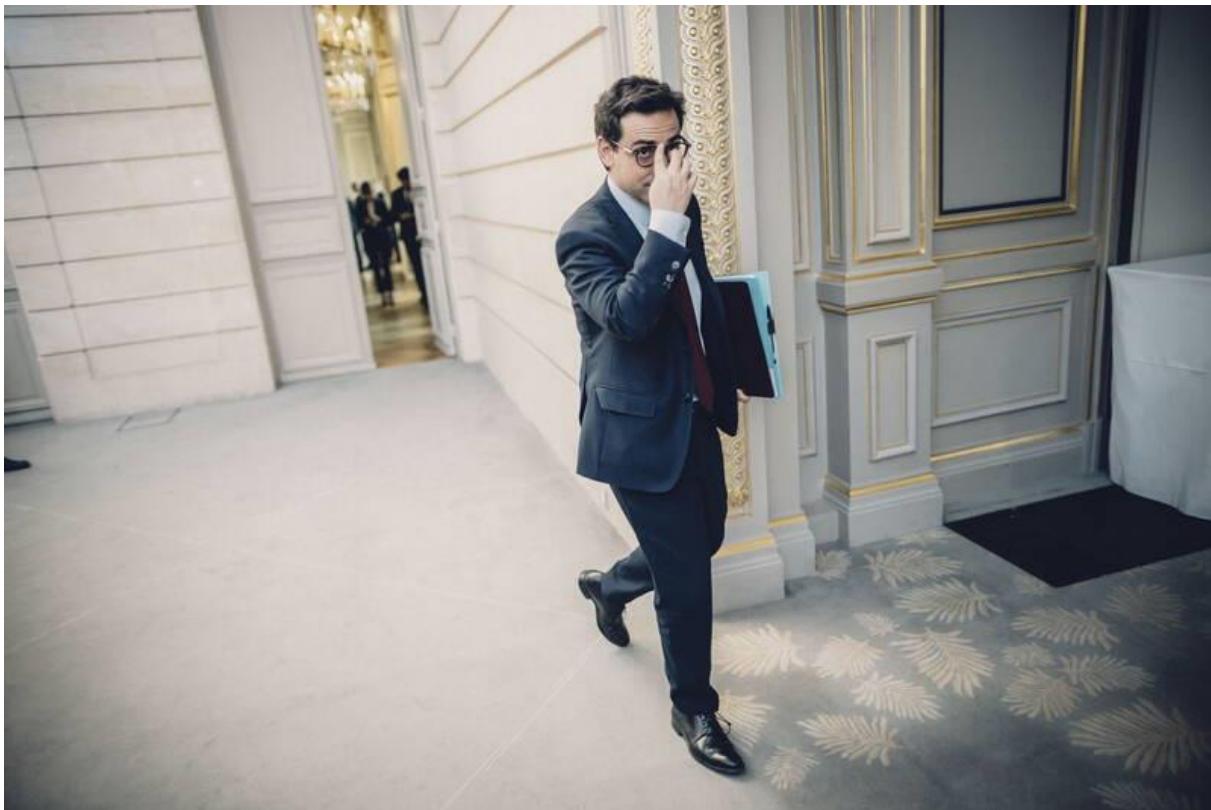
Quelle illusion, quelle niaque, hallucination collective au palais. Conseil fut donné au président de laisser souffler les Français durant l'été, savourer les JO. Prendre lui aussi de bonnes vacances. A Brégançon, le soleil est apparu, Brigitte a de nouveau souri : harmonie conjugale retrouvée, corps présidentiel reposé, en action non-stop, jogging, nage, jet-ski, entre les calls sécurisés sur l'Ukraine, le Liban, les conjectures sur le nouveau gouvernement. Pas question pour Macron de nommer un Premier ministre de gauche, ni la candidate du Nouveau Front populaire, Lucie Castets, ni Bernard Cazeneuve, ce socialiste bien trop libre, et solide... [Va pour Michel Barnier, sur une suggestion d'Alexis Kohler](#), l'ancien chiraquien retiré de la vie politique ayant été jugé, un peu vite, malléable. «*La déprime, c'était le retour de l'ancien monde, on avait l'impression*

de revoir des Safrane à l'Elysée, rembobinent ses conseillers. Quelle souffrance pour nous, et pour le Président.»

Il s'est étranglé de voir Barnier affirmer son indépendance, sa volonté de choisir les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, de combler l'abyssal déficit en imposant d'abord les plus fortunés, en augmentant la flat tax, soit scalper l'édifice macronien ! Pire encore, ce Premier ministre, ex-négociateur du Brexit, très apprécié à Bruxelles, s'emparait de son sujet phare, le seul tenu d'une ligne impeccable : l'Europe. «*Barnier a touché là un nerf sciatique*, poursuit un des initiés. *Là, il a signé son arrêt de mort.*» Macron a tout fait pour le dézinguer, lui mettre des bâtons dans les roues à l'Assemblée, complotant alors de nouveau avec Gabriel Attal, désormais à la tête de Renaissance, ce parti moribond dont le siège est en vente.

Régaler les soldats

Le chef de l'Etat a verrouillé ses assises à Bruxelles, nommé vice-président de la Commission européenne son loyal Stéphane Séjourné, l'ex-petit marcheur, qui fut son conseiller politique, le chef de ses députés européens, propulsé huit mois au Quai d'Orsay, malgré sa faible expérience et son anglais fragile. Sidération générale, y compris à l'Elysée, tous, du secrétaire général aux conseillers diplomatiques, ayant suggéré d'autres noms pour ce poste si stratégique. En vain. Macron montrait au passage qu'il savait régaler ses soldats, las de tous ces témoignages le disant peu soucieux des autres. Il a alors décoré des collaborateurs à la pelle. Il a décrété que son fidèle marcheur, pas du tout juriste, Richard Ferrand, méritait la présidence du Conseil constitutionnel.



Stéphane Séjourné, alors ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, le 7 juin 2024 à l'Elysée. (Denis Allard/Libération)

Une fois Barnier censuré, Macron a même appelé à Matignon François Bayrou, ce vieux briscard centriste, crucial dans sa conquête du pouvoir, mais jamais considéré pour de hautes fonctions. «*Bayrou, Premier ministre, jamais*», jurait-il encore la veille de sa nomination, ayant choisi Sébastien Lecornu. Bayrou a tordu le bras du Président, menaçant de lui retirer son soutien à l'Assemblée. Pas le choix donc, au moins ce Premier ministre s'est-il engagé à ne pas piétiner les domaines réservés. Macron a la main sur le Quai d'Orsay, confié à Jean-Noël Barrot, avec un directeur de cabinet, Aurélien Lechevallier, ex-ambassadeur en Afrique du Sud, qui fut dès 2016 un marcheur historique, chargé du pôle diplomatique puis conseiller à l'Elysée. A la Défense règne Sébastien Lecornu, constamment relié au Président, qui lui a adjoint l'une de ses rares fidèles au féminin, Alice Rufo, une normalienne, ex numéro 2 de la cellule diplomatique de l'Elysée propulsée à la DGRIS (Direction générale des relations internationales et de la stratégie).

L'obsession de la jeunesse

2024 a fini par un mea culpa sur la dissolution. «*La lucidité et l'humilité commandent de reconnaître, qu'à cette heure, cette décision a produit plus d'instabilité que de sérénité, et j'en prends toute ma part*», a déclaré le Président, dans des vœux difficilement écrits. Soulagement à l'Elysée «*Macron redévient audible*», s'est réjoui son communicant, Jonathan Guémas, un doux

normalien, diplômé en histoire, formé à la dure par le défunt maire socialiste et marcheur de Lyon, Gérard Collomb, ex-plume à l'Elysée, revenu, après un passage chez Publicis, aux manettes avec une sacrée tâche : «*Redonner du sens, de la cohérence à la macronie, rappeler ses fondamentaux : l'Europe, la politique de l'offre, le côté hors système.*» Avanti, avec une cinquantaine de soldats à la com, des jeunes sans arriérés avec Macron, idéal pour le regonfler.

Certains ont ainsi intégré son premier cercle, comme Baptiste Rossi, l'énarque-romancier recommandé par [«BHL»](#) qui cisèle ses discours, retisse les liens avec les intellectuels, et son acolyte, chargé de la presse, plus brut de décoffrage, Jonas Bayard, un fils de restaurateurs de Châteauroux, formé, après des études de comptable, chez les LR. Puis il y a Jean-Philippe Para, gestionnaire, entre autres, du compte TikTok d'Emmanuel Macron – six millions d'abonnés – ainsi qu'Olivier Alexanian, un ex de Sciences-Po, petite main en 2017, devenu à 32 ans le responsable «*opinions*» du Président.

Sa mission : sonder l'état du pays, partout, – réseaux sociaux, presse, sites de discussions, de reventes, comme Le Bon Coin, appels réguliers de «*personnes-ressources*», profs, coiffeurs, charcutiers... aux quatre coins de la France. Ses synthèses sont envoyées à Macron qui s'intéresse à tout, des notes de la fondation Saint-Simon à la [vague viriliste](#), portée notamment par Tibo InShape.

Tous ces trentenaires l'infusent, sous pression : «*Le Président est persuadé que tout se joue dans l'émotion et les algorithmes.*» Alors «feu», selon son expression, sur TikTok, Insta, X, Snapchat, banco pour faire un live, très suivi, sur l'Ukraine, une vidéo en réponse à cet influenceur outré d'avoir été verbalisé au péage pour avoir payé avec son iPhone. Tant pis s'il s'est révélé être un islamiste, défenseur du voile intégral. Il faut aller vite, taper haut. «*Certaines vidéos du Président dépassent désormais les 15 millions de vues, soit deux fois plus que les audiences combinées des JT de 20 heures*», s'enflamme Jean-Philippe Para.

Macron est à fond, toujours à demander : «*On peut pas faire un petit truc, là ?*» Il veut conquérir les moins de 30 ans, ceux qui – espère-t-il – le jugeront moins durement, tout faire pour les convaincre de ne pas voter aux extrêmes, porter leurs préoccupations : l'écologie, le harcèlement scolaire, la solitude, la santé mentale... «*Le président des générations futures*», théorisent les communicants de Macron. Sa fidèle conseillère sociale, Constance Bensoussan, le décrit toujours «*au taquet*» sur ses causes – l'autisme, l'infertilité, la ménopause –, disposé à porter de nouveaux sujets cruciaux, comme l'impact des écrans sur les enfants. Tous l'observent : «*Les jeunes, c'est son obsession*», certains glissant que le Président peut même, désormais, évoquer son désir de transmettre. Il rêve aussi de renouer avec le peuple, multiplie les sauts de

puces dans la France profonde, à Hirson, Pérol, Augy, Thouars, si possible dans les villages où la Macronie a laissé une empreinte, une maison des services, une église rénovée par le loto du patrimoine.

Surprise, juste lui, en petit commando, sans médias, sans opposants susceptibles de hurler : «*Macron démission !*» La presse en charge de l’Elysée s’offusque, il s’en moque. Macron défend la liberté d’expression mais il conchie les journalistes. Charge aux communicants de se les cogner : lui, il n’en voit quasiment plus. Au besoin, il traite directement avec leurs patrons, les milliardaires propriétaires des grands médias qu’il connaît tous, en tête Bernard Arnault, l'actionnaire du *Parisien*, des *Echos*, de *Paris Match*, et celui du groupe *le Monde*, Xavier Niel, un ami. Les deux complices se sont encore retrouvés en février pour le sommet de l’IA, dans une atmosphère festive, foule d’entrepreneurs, 109 milliards d’investissements annoncés – qui rappelait l’aube joyeuse de la start-up nation, en 2017, à Station F. Depuis, l’histoire s’est affolée.

Une vraie relation avec Trump

«*Si on décide de rester des herbivores, les carnivores gagneront...*» a dit Macron au sommet de la communauté politique européenne, à Budapest, sous l’œil admiratif d’Emmanuel Bonne. C’était le 7 novembre, au lendemain de la victoire de Trump. Une fois de plus, il appelait au réveil de l’Europe. Après sept ans au pouvoir, il a côtoyé tous les autocrates, Poutine, Erdogan, MBS, Xi Jinping... si bien croqués lors d’un vol vers Washington, à son invité, Giuliano da Empoli, qui s’en est inspiré pour son nouvel essai *l’Heure des prédateurs* (Gallimard). Macron avait anticipé la victoire de Donald Trump, insistant pour être le premier chef d’Etat à le féliciter, et l’inviter à l’inauguration de Notre-Dame, avant même son intronisation, malgré la présence de l’épouse de Joe Biden. Ses diplomates ont trouvé ça osé, et audacieux, une rencontre tripartite ayant été miraculeusement montée après, à l’Elysée, avec Volodymyr Zelensky. Macron a espéré vite embarquer son homologue américain, au côté du président ukrainien. Chimère, vu la suite tragique.



Emmanuel Macron et Donald Trump lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, le 24 février 2025. (Ludovic Marin/AFP)

Au moins a-t-il noué avec Trump une vraie relation, entretenue avec soin avant sa réélection. Les deux présidents se parlent directement, par WhatsApp, même le week-end, discussion de «deal makers», loin des conseillers qui disent : «*Macron sait enfourcher le tigre.*» Trump, paraît-il, salue systématiquement «*Brigitte*», se désolant de l'immonde rumeur la faisant passer pour un homme, propagée en Amérique par un de ses proches, Tucker Carlson, l'ex-journaliste de Fox News, complotiste, également proche du Kremlin. A l'Elysée, tous se disent horrifiés et impuissants, la proposition de créer un TikTok pour tuer cette fake news reste lettre morte, voilà un sujet tabou à l'Elysée. La boue encore, avec cette récente une de Paris Match, révélant les amours de Cyril Hanouna avec Tiphaine Auzière, la fille cadette de Brigitte, jusqu'ici mariée, avec deux enfants. Les Macron avaient été prévenus avant la publication mais enfin... «*Avec tout ce qu'ils se prennent dans la gueule. Ils sont mithridatisés*», lâchent des fidèles. Des durs : «*Ils sont déconnectés. Ils vivent sur une autre planète. Depuis 2012, Macron ne s'arrête plus aux feux rouges.*» Des doux : «*Il n'y a que lui pour tenir une telle vie.*»

Et tous admirent son inoxydable optimisme, sa façon de dire juste «*voilà c'est encore pour bibi*» ou «*on rentre vraiment dans l'étrange.*»

Tout est un peu fou à l'Elysée. Les caméras tournent, celles du cinéaste ukrainien Mstyslav Chernov et du Français Léon Chatiliez, fils du réalisateur

de la Vie est un long fleuve tranquille, qui prépare aussi un film sur Macron, produit par Mediawan.

Ces derniers mois, Macron a endossé le costume de chef de guerre. Son conseiller mémoire, BRP, parle désormais de son unique admiration pour de Gaulle. Arnaud Jolens, son metteur en scène, a ressorti pour l'allocution du 5 mars le décor blanc du Covid. Sur la base aérienne de Luxeuil-Saint-Sauveur (Haute-Saône), plein soleil sur le drapeau tricolore, les officiers, le président a solennellement discouru, après avoir fait un stop surprise à Chaumont, au bar des «4 fesses». Il a rappelé, une fois de plus, le doublement du budget de la défense, promis bientôt des «*investissements massifs*», des Rafale, des obus, des chars.

Maintenant, il faut des sous, les industriels de l'armement ont été payés des anciennes commandes avec des mois de retard, les caisses de l'Etat sont vides. Charge à Bayrou d'annoncer 40 milliards d'économies. Charge aux diplomates d'aller s'assurer que le Royaume-Uni se réarrime vraiment à l'Europe, que l'arrivée du nouveau chancelier, Friedrich Merz, revivifie le couple franco-allemand. Tant d'espoirs et d'incertitudes. «*On rentre dans le réel*, confie-t-on à l'Elysée, *on a étiré à fond la séquence émotion, les Français veulent du concret.*» Deux ans, c'est le temps qu'il reste, les fidèles sont persuadés que «*l'histoire rendra grâce à Macron*». Certains glissent, amusés, qu'il cherche déjà son Medvedev, pour pouvoir se représenter en 2032. Sa phrase fétiche, paraît-il, ces temps-ci : «*Il faut penser l'impensable pour trouver des solutions au réel.*»

Pour aller plus loin :